

## ARRETE DU MAIRE

### Occupation du Domaine Public Routier Echafaudage – 96 rue Georges Clemenceau

#### Le Maire de LANNEMEZAN,

**Vu** la Loi n° 82.213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n°82.623 du 22 Juillet 1982 et la loi n° 83.8 du 7 Janvier 1983,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-24, L.2212-1 et suivants,

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2122-1 à L.2122-3,

**Vu** le Code de la Voirie Routière, et notamment son article L.113-2,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Code Pénal, et notamment son article R.610-5,

**Vu** le Règlement Général de Voirie du 18 Mars 1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

**Vu** l'arrêté municipal n°2021/286 du 9 décembre 2021 portant réglementation permanente du stationnement à durée limitée "Zone Bleue et Arrêt Minute" et notamment son article 5,

**Vu** les délibérations du conseil municipal n°2022/017 du 25 janvier 2022 portant sur les règles d'occupations temporaires du domaine public ainsi que n°2024/154 du 6 décembre 2024 portant sur la tarification applicable aux occupations temporaires du domaine public pour les commerces fixes & mobiles, animations et travaux pour l'année 2025,

**Vu** la demande présentée par la SARL ALLIANCE TOITURE OCCITANE, demeurant 3 rue Maréchal FOCH à 65 310 LALOUBERE tendant à l'obtention d'une autorisation d'occuper et de surplomber le Domaine Public Routier afin d'effectuer des travaux de réfection de toiture sur l'immeuble cadastré section AD n°39 et 40 sis 96 rue Georges Clemenceau,

**Considérant** que l'occupation du domaine public ne saurait être admise que dans des conditions qui permettent de respecter la liberté et la commodité de la circulation, de préserver la sécurité des usagers et des tiers, d'en assurer une utilisation conforme à la destination et d'en garantir la conservation,

## ARRETE

#### **ARTICLE 1 – Autorisation :**

La SARL ALLIANCE TOITURE OCCITANE est autorisée à occuper et à surplomber le domaine public routier pour effectuer des travaux de réfection de toiture sur l'immeuble cadastré section AD n°39 et 40 sis 96 rue Georges Clemenceau, conformément à la demande.

#### **ARTICLE 2 – Implantation :**

L'autorisation est accordée uniquement pour :

- La mise en place d'un échafaudage sur le trottoir au droit de l'immeuble sur 15 mètres de long et sur 1 mètre de large (15 m<sup>2</sup>),
- le stationnement des véhicules de l'entreprise sur deux emplacements situés devant les 107 et 111 rue Georges Clemenceau.

#### **ARTICLE 3 – Ouverture de chantier :**

L'ouverture de chantier est fixée au lundi 24 février 2025 et la réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de 35 jours (dimanche 30 mars 2025).

#### **ARTICLE 4 – Sécurité et signalisation :**

La SARL ALLIANCE TOITURE OCCITANE devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des piétons pendant toute la durée d'occupation du domaine public et notamment en les invitant à prendre le trottoir opposé. La signalisation temporaire de chantier sera mise en place par les soins de l'intervenant de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur et notamment l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par l'arrêté Interministériel du 4 janvier 1995. La Commune se dégage de toute responsabilité en cas d'accidents et/ou incidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation.

#### **ARTICLE 5 – Assurances :**

La SARL ALLIANCE TOITURE OCCITANE devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

#### **ARTICLE 6 – Responsabilité :**

La SARL ALLIANCE TOITURE OCCITANE est responsable tant vis-à-vis de la commune que des tiers, pour les dommages de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de la présence du chantier. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions définies précédemment ou à la réglementation applicable, le demandeur peut être mis en demeure de s'expliquer, puis de faire cesser lui-même les troubles, dans un délai au terme duquel la commune peut se substituer à lui. En cas d'urgence, la commune est dispensée d'avertir le demandeur avant d'agir.

#### **ARTICLE 7 – Validité :**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. Elle est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel au demandeur : elle peut être retirée à tout moment, sans indemnité, notamment pour des raisons de sécurité ou de gestion de voirie.

#### **ARTICLE 8 – Remise en état :**

Dès l'achèvement des travaux, la SARL ALLIANCE TOITURE OCCITANE est tenue d'enlever tous les décombres, dépôts et gravats et réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés sur la voie publique et de rétablir tous les ouvrages qui auraient été endommagés.

#### **ARTICLE 9 – Modalités financières :**

Conformément à la délibération du Conseil Municipal n°2024/154 du 6 décembre 2024 portant sur la tarification applicable aux occupations temporaires du domaine public pour les commerces fixes & mobiles, animations et travaux pour l'année 2025, la SARL ALLIANCE TOITURE OCCITANE s'acquittera auprès du Trésor Public de la somme de (0,50 € x 15,00 m<sup>2</sup> x 35 jours = 8,75 €) + (6,00 € x 2 places zone bleue x 35 jours = 420,00 €) soit un total de 428,75 euros (quatre cent vingt huit Euros et soixante quinze Cents) dès réception de l'avis des sommes à payer.

**ARTICLE 10 – Sanctions :**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 11 – Exécution :**

Ampliation du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché selon les règles en vigueur sera adressée pour exécution à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Motorisée de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant du Groupement Régional de la C.R.S. n°29,
- Les agents de la Police Municipale de la ville de Lannemezan,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville de Lannemezan,
- La SARL ALLIANCE TOITURE OCCITANE,

et pour information à :

- Monsieur le Chef du Centre d'Incendie et de Secours de Lannemezan.

**Fait à Lannemezan, le 24 janvier 2025**

**Certifie le caractère exécutoire du présent arrêté :**



**Le Maire,  
Par délégation, l'Adjoint au Maire,**

**Jean-Claude SUBIAS**